

	Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme	

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<u>1. Identification de la personne publique responsable</u>
Dénomination
Grand Annecy Agglomération
SIRET/SIREN
SIREN : 200 066 793 SIRET : 200 066 793 00015
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
46 Avenue des îles - BP 90270 74007 Annecy Cedex - Tél: (+33) 4 50 63 48 48 - Télécopie (+33) 4 50 63 48 58 - Email: amenagement@grandannecy.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Madame LARDET Frédérique – Présidente du Grand Annecy
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Camille Berger – Cheffe de projet – Bureau d'études EPODE

Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
44 Rue Charles Montreuil – 73 000 Chambéry - 0683005453
<u>2. Identification du PLU</u>
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
Plan Local d'Urbanisme
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'urbanisme de Saint-Martin-Bellevue Commune déléguée de la Commune de Fillière
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Approbation en décembre 2021 disponible sur le site internet de la Commune : https://www.commune-filliere.fr/service-urbanisme/plans-locaux-durbanisme/ sur le Géoportail de l'urbanisme : https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=6.135178819046804&lat=45.978026884469955&zoom=13&mlon=6.160326&mlat=45.964635
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Saint-Martin-Bellevue Commune déléguée de la Commune de Fillière
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU
Modification de droit commun portant principalement sur la levée d'un Périmètre d'Attente d'un Projet d'Aménagement Global, la protection d'une zone humide et l'évolution des prescriptions portant sur l'OAP n° 1 « Mercier Centre »
<u>3. Contexte de la planification</u>
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
<i>Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?</i>
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<i>Si oui, nom du document et date d'approbation :</i>
SDRADDET Auvergne Rhône Alpes approuvé en décembre 2019 et applicable depuis 10 avril 2020
<i>Le territoire est-il couvert par un SCoT ?</i>
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<i>Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :</i>
SCoT du Bassin Annécien approuvé en février 2014

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

- SDAGE Rhône Méditerranéen 2022-2027
- PCAET Grand Annecy devenu PACTE climat approuvé le 24 juin 2021
- PLH Grand Annecy 2020 -2025 approuvé le 19 décembre 2019
- Plan mobilité Grand Annecy horizon 2030 approuvé le 24 juin 2021
- Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) du Grand Annecy en cours de réalisation
- PDIPR Haute Savoie

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale :

17 Août 2021 - N°2021-ARA-AUPP-1055

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas conduisant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Compléments apportés suite à l'avis de la DREAL :

- Ajout d'une zone NZh sur l'OAP n°5 « ZAE les voisins » afin de protéger la Zones Humides
- Ajout du secteur des Bourgeois comme réservoir de biodiversité au sein de la carte Trame Verte et Bleue du RP p. 97
- Inventaire pédologique sur la Zone Humide de l'OAP n°1 de Mercier centre

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

Mise à jour n° 1 du PLU approuvé le 15 juin 2022

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine				
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique				
Modification de droit commun				
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU				
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)				
9534 habitants en 2020				
4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	926,4 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	244,07 ha	26,34 %	244,07 ha	26,34 %
zones 1 AU	13,81 ha	1,49%	13,12 ha	1,42 %
zones 2 AU	0 ha	0%	0 ha	0%
zones A	365,88 ha	39,50 %	365,88 ha	39,5 %
zones N	302,64 ha	32,67 %	303,33 ha	32,74 %
Total	926,4 ha	100 %	926,4 ha	100%
4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).				
De manière générale, limiter la consommation de l'espace en extensif (hors enveloppe urbaine) pour l'habitat à environ 8ha à l'horizon 2034 (hors rétention foncière) soit environ 0,6 ha par an de 2022 à 2034.				
4.3 Caractéristiques de la procédure				
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure				
Les évolutions portent toutes sur l'évolution de l'OAP n ° 1 - Mercier-Centre : <ul style="list-style-type: none"> • La protection de la Zone Humide identifiée suite à une étude pédologique par son intégration à la zone NZH • La protection du verger par la mise en œuvre d'une zone « N » sur la partie Nord de l'OAP • La levée du périmètre de PAPAG et faire évoluer le schéma de l'OAP pour coller au projet d'ensemble étudié par la Commune • Renforcement du maillage d'espaces verts et du maillage paysager au sein de l'OAP : Parc central, théâtre de verdure, espace de pleine nature • Optimiser l'accès et la desserte initialement envisagés : une entrée et sortie unique depuis la Route de Fretallaz et aménagement d'une voirie secondaire dédiée au équipements et services structurant. 				

<ul style="list-style-type: none"> • Permettre l'aménagement d'équipements et services publics autres que l'école. Il est prévu d'aménager une crèche, un espace de co-working et un local destiné aux professions libérales • Augmentation des densités de logements envisagée (diminution de la surface constructible tout en réduisant la surface à bâtir)
<p>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Si oui, préciser la localisation et la superficie :</i></p>
<p>La modification de droit Commun n'ouvre pas de droit à la constructibilité, dans le sens où elle ne crée pas de zones « U ». Le secteur concerné est en zone 1AUa c'est-à-dire à urbaniser.</p> <p>En revanche, l'évolution du PLU porte sur la suppression d'un périmètre d'attente d'un projet d'aménagement global (PAPAG) qui va permettre l'aménagement d'une OAP (Mercier Centre) de 3,29 ha.</p>
<p><i>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</i></p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</i></p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Si oui, préciser la localisation et la superficie</i></p>
<p>L'évolution du PLU permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> · la protection d'un espace boisé et d'une Zone Humide, · la réduction surfaces constructibles, · la valorisation de l'identité paysagère par la préservation des boisements structurants. <p>Parallèlement le projet prévoit le maintien de la densité initialement prévue, soit 60 logements par hectare. Le maintien de la densité induit une légère augmentation du nombre de logements envisagé, de 120 à 130.</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>

<i>Si oui, préciser la localisation et la superficie</i>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<i>Si oui, préciser la localisation et la superficie</i>
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<i>Si oui, préciser la localisation et les superficies</i>
<p>L'évolution de l'OAP prévoit de classer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,47 ha en zone NZH afin de protéger une zone humide et son espace de bon fonctionnement • 0,22 ha en zone N pour permettre la protection d'un verger patrimonial
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<i>Si oui, préciser la localisation et les superficies</i>
<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<i>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</i>
<p>- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<i>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</i>

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Commune en loi montagne sur l'intégralité de son territoire
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de Saint-Martin-Bellevue Commune déléguée de la Commune de Fillière n'est pas concerné par un site NATURA 2000. En revanche la Commune de Saint-Martin-Bellevue est une Commune déléguée de Fillière. A ce titre, la Commune de Fillière est concernée par un site NATURA 2000 « les Frettes - massif des Glières »
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de Saint-Martin-Bellevue Commune déléguée de la Commune de Fillière n'est pas concerné par un site inscrit ou classé. En revanche la Commune de Saint-Martin-Bellevue est une Commune déléguée de Fillière. A ce titre, la Commune de Fillière est concernée par : <ul style="list-style-type: none"> Le site inscrit : Plateaux des Glières, de Dran et montagne des Auges
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Saint-Martin-Bellevue Commune déléguée de la Commune de Fillière ne dispose pas d'un PPRN au sens de

Annexe II

l'article L. 562-1 du code de l'environnement			l'article L.526-1 du Code de l'environnement. Toutefois, le territoire est doté d'une carte des aléas naturels
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de Saint-Martin-Bellevue Commune déléguée de la Commune de Fillière n'est pas concerné par un Monument historique ou un périmètre des abords de site.</p> <p>En revanche la Commune de Saint-Martin-Bellevue est une Commune déléguée de Fillière. A ce titre, la Commune de Fillière est concernée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protection au titre des monuments historiques – AC1 – Château des Sales • Protection au titre des monuments historiques – AC1 – Château des Sales – Bâtiment de la poterne à l'entrée de la cour

Annexe II

Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	16 zones humides et tourbières situées en zone Nzh du PLU de Saint-Martin-Bellevue Commune déléguée de la Commune de Fillière
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Identification de la trame verte et bleue : corridor prioritaires et secondaires portés au plan des prescriptions, en application du L151-23 du CU.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de Saint-Martin-Bellevue Commune déléguée de la Commune de Fillière est concerné par une ZNIEFF de type I : Zones humides de Chez Bourgeois
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Saint-Martin-Bellevue Commune déléguée de la Commune de Fillière est concernée par l'ENS l'étang de la Lèche
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope « Marais de chez Bourgeois » - FR3800612
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La levée du PAPAG a permis la mise en œuvre d'une étude pédologique. Dans ce contexte, une zone humide a été identifiée sur le site de projet. Elle sera évitée dans le cadre de projet d'aménagement.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

- un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

6. Auto-évaluation

CF document annexe

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Fevrier 2024

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique
☒ Oui
☐ Non

- participation du public par voie électronique
☒ Oui
☐ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures
☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser lesquelles		
- autre, préciser les modalités		
8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comportant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concerné par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input checked="" type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
<p>Un document annexe est fourni au présent formulaire de cas par cas. Cette annexe présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les éléments de justification et les évolutions prévues par la procédure de révision du PLU • L'auto-évaluation des évolutions prévues par la modification (rubrique 6) • Un atlas cartographique reprenant : <ul style="list-style-type: none"> ○ L'ensemble des zonages relatifs à la protection de l'environnement (rubrique 5.1) ○ Les documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale (rubrique 2.5) ○ Le zonage avant/après modification (rubrique 2.5) ○ L'étude pédologique de la zone humide 		

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Annecy	le,	21/02/2024
Nom	Madame LARDET	Prénom	Frédérique
Qualité	Présidente de la Communauté d'Agglomération du Grand Annecy		